



**NE LAISSONS PAS LE GOUVERNEMENT DES RICHES
CASSER NOS SERVICES PUBLICS
LE 09 MAI 2019
TOUS EN ACTION ET EN MANIFESTATION**

Notre département est fortement impacté par les politiques régressives et ultralibérales du gouvernement et du Medef. Nos industries, nos Services Publics et les activités induites sont menacés, pouvant entraîner la casse de plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans notre département.

Chaque jour dans notre vie quotidienne nous utilisons les services publics : Hôpitaux, Transports, Ecoles, Culture, Equipements sportifs, Energie, Ponts et chaussées, Ports et voies navigables, Aéroports, parcs naturels, parcs et jardins publics... Chaque jour, nous notons des dégradations, voire des manques dans l'offre des Services Publics : attente excessive aux urgences, retards et suppressions de transports, manque de moyens dans les Maisons de la Culture, non remplacement des équipements sportifs, dégradations dans les parcs publics, fermetures de bureaux de Poste et diminutions des tournées de courriers...

Pourtant tous ces services sont financés par nos impôts. Nous sommes donc en droit d'exiger le meilleur possible pour nos Services Publics.

**L'URGENCE SOCIALE NOUS IMPOSE D'AGIR ENSEMBLE
SALARIES DU PUBLIC ET DU PRIVE
UNIS ET DÉTERMINÉS IMPOSONS LE PROGRÈS SOCIAL :**

- Un SMIC à 1800 €, l'augmentation immédiate de 300 € des salaires, traitements, pensions et minima sociaux. L'indexation des salaires sur l'indice (réel) des prix, l'égalité salariale,
- Une Sécurité Sociale qui couvre entièrement l'ensemble des aléas et circonstances de la vie (100 % maladie, accident du travail et maladie professionnelle, retraite, famille, chômage) financée par les cotisations, la suppression de la CSG et la mise à contribution des revenus du capital,
- L'arrêt de l'évasion fiscale, arrêt des cadeaux fiscaux tel que le CICE (100 milliards) aux entreprises, rétablissement de l'ISF (impôt sur la fortune). La baisse de la TVA sur les produits de première nécessité,
- Une fiscalité plus juste, mettant à contribution les hauts revenus pour développer les Services Publics, garants de la cohésion sociale et l'égalité de traitement sur l'ensemble du pays,
- La sortie du secteur marchand de l'énergie, l'eau, le raffinage, la santé, l'éducation, la protection de l'enfance, le logement, le transport, les télécommunications et activités postales,
- Baisse immédiate des prix des carburants et un prix unique fixé par l'État dans tout le pays,
- L'arrêt de la répression d'État, l'amnistie pour les manifestants arbitrairement condamnés et pour les militants syndicaux sanctionnés par le patronat. Pas touche au droit de manifestation,
- L'abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail, la protection des salariés et détruisent les Services Publics (Lois Rebsamen, El Khomri, ordonnances Macron, Cap 22, Loi Blanquer, Loi Buzin, Loi Dussopt...).
- Le renforcement du Statut pour préserver l'indépendance du fonctionnaire, la garantie de ses droits et la qualité du service rendu.

**TOUS ENSEMBLE EN GREVE, EN MANIFESTATION
RDV 10H VIEUX PORT MARSEILLE**